

Le 16 février 2007

Mise en place de la Coalition Climat

Intervention de **Thierry Jacques** au nom du MOC et de l'ACW

Avant toute chose, j'aimerais vous dire ma satisfaction d'intervenir à la suite de mes collègues, représentants d'associations citoyennes, tant francophones que néerlandophones. En effet, la démarche de la Coalition Climat rejoint largement la philosophie du Mouvement Ouvrier Chrétien – MOC et ACW – que je représente aujourd'hui.

La description qui est faite de nos mouvements sur le site de la Coalition me convient d'ailleurs parfaitement. On peut y lire que « *le Mouvement Ouvrier Chrétien est avant tout un organe vivant, animé par des milliers de responsables et de militants, porteurs d'un projet social audacieux et acteurs de changement et de progrès dans la société* ».

A ce titre, nombre de nos activités sont axées sur le développement durable et la solidarité. Solidarité tant avec les générations futures qu'avec les personnes les plus précarisées aujourd'hui. Car les conséquences du modèle néo-libéral se font déjà sentir.

- Que l'on songe au coût de la facture de l'énergie pour les plus pauvres d'entre nous.
- Que l'on songe aux premiers effets du dérèglement climatique dans les pays en voie de développement.

Une démarche citoyenne

Mais avant de préciser en quoi nos mouvements peuvent agir concrètement, j'aimerais souligner les deux dimensions qui me paraissent essentielles dans la démarche de la Coalition Climat.

- D'abord, il s'agit d'une démarche collective et citoyenne. Nos mouvements s'y retrouvent, dès lors qu'ils rassemblent et sont les porte-parole politiques des organisations du monde populaire et ouvrier comme la CSC/ACV, la Mutualité chrétienne/Christelijke Mutualiteit, Vie Féminine et la KAV, la JOC et la KAJ, les Équipes populaires et le KWB. J'insiste sur les termes: « rassemblent les organisations » et « en sont les porte-parole politiques ». Cette double dimension nous permet d'agir tant sur le terrain social, avec les gens, que comme organes de pression politiques, auprès des décideurs. J'y reviendrai.
- Ensuite, la démarche de la Coalition est nationale et internationale. On s'écarte du débat politicien pour revenir à l'essentiel; la solidarité. Nous ne pouvons que nous réjouir d'une nouvelle union autour d'un enjeu aussi fondamental que le climat et le développement durable. J'insiste aussi sur la dimension internationale de la démarche puisque des initiatives semblables à la nôtre ont vu le jour dans des pays comme la Suisse, l'Espagne, le Royaume Uni ou les Pays-Bas. Il nous revient, autour d'un enjeu planétaire, de « mondialiser la solidarité ».

En somme, nous faisons aujourd'hui la démonstration que le développement durable est une priorité politique trop importante pour la confier aux seuls politiques.

Des actions concrètes

Mais si la démarche est louable, encore faut-il qu'elle débouche sur des actes et des résultats. En tant que rassemblements d'associations et que porte-parole politiques – j'y reviens – le MOC et l'ACW peuvent aider à intégrer le développement durable dans le débat politique et dans comportements individuels et collectifs.

Sur le plan politique, le MOC et l'ACW, au nom de toutes les associations qui les composent, peuvent mettre le développement durable au centre de leurs revendications. Leurs contacts permanents avec les partis politiques progressistes doivent influencer l'agenda politique et orienter le contenu des décisions.

Prenons deux exemples.

- La déclaration de politique fédérale prévoit que le gouvernement s'attachera, à partir de 2005, à définir les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour l'après 2012. Du coup, l'ACW a défini ses priorités et les a soumises aux politiques. L'ACW insiste sur:
 - des objectifs ambitieux de réduction des gaz à effet de serre;
 - des mesures internes concrètes plutôt que des mécanismes de quotas, comme les MOC – je vous interdis de rire – les *Mises en oeuvre conjointes* prévues par le protocole.
 - Une attention particulière aux personnes les plus précarisées.
- En 2005, l'ACW et Welzijnzorg ont mené campagne autour de la « pauvreté énergétique ». Campagne à destination du politique qui a permis, non seulement de corriger quelques dispositions régionales mais aussi de mettre en lumière la nécessité d'organiser un mécanisme du tiers payant pour permettre aux plus démunis de réaliser des investissements éco durables.

Sur le terrain, les organisations, les permanents et les militants de nos mouvements peuvent faciliter la prise de conscience et les changements de comportements. Ils le font d'ailleurs au jour le jour au départ de nos régionales et de nos organisations constitutives. En ce sens, nos militants sont véritablement « acteurs de changement et de progrès dans la société ».

Je retiendrai quatre exemples, de part et d'autre de la frontière linguistique:

- un K-fé citoyen sur la libéralisation de l'électricité, le 11 décembre dernier, par le MOC et le CIEP Luxembourg à Virton;
- la participation du KWB aux quartiers climats qui mobilisent tous les habitants d'un quartier un peu partout en Flandre ;
- une opération de sensibilisation à l'économie d'énergie en logements sociaux par les équipes populaires et l'asbl Revert à Verviers en novembre;
- le préfinancement de panneaux solaires « brico » par l'ACW-Bruges ;

Nombre de ces actions passent par l'éducation permanente. Le MOC et l'ACW disposent en cette matière d'outils particulièrement efficaces qu'ils pourront mettre en oeuvre dans la démarche globale de la Coalition, notamment à l'occasion des campagnes d'information et de sensibilisation du grand public.

Pour conclure.

Je vous dirai que le Mouvement Ouvrier Chrétien est à la fois **heureux, ravi et inquiet**.

- Heureux qu'une initiative telle que la Coalition Climat se mette en place, en Belgique, sur base volontaire, citoyenne et indifférente aux frontières linguistiques.
- Ravi de pouvoir s'inscrire dans ce projet démocratique et durable aux côtés d'associations aussi diverses que riches.
- Mais le MOC et l'ACW sont surtout inquiets. Non seulement le compte à rebours climatique a commencé mais les résistances restent nombreuses à de vrais changements de comportement, à une remise en question en profondeur de notre modèle économique néo libéral et consumériste. Au-delà de l'apparent consensus politique actuel sur les questions environnementales, restent de

profondes divergences sur le modèle de société à défendre. Or, les plus pauvres et les générations futures ne peuvent se contenter de notre bonne conscience. Elles réclament notre mobilisation totale.

Thierry Jacques
Président du MOC